

Urgence climatique, urgence d'agir

D'est en ouest et du nord au sud de la province, du pays et du monde, les changements climatiques se manifestent partout. Leur impact se fait aussi sentir partout, affectant assurément l'environnement, mais aussi la santé, l'économie, la politique, la culture, les façons de vivre, d'envisager le présent et l'avenir, la sérénité, les priorités et les luttes de la jeunesse... Que faire face à l'urgence d'agir ? S'informer, se documenter, écrire, s'organiser, s'adapter, s'engager, répondent la cinquantaine d'autrices et d'auteurs qui signent la vingtaine de textes de *L'état du Québec 2023* (INM – Somme toute/Le Devoir). Pour souligner sa parution, ce cahier publie quelques extraits de textes qui offrent un aperçu des débats et idées soulevés dans l'ouvrage disponible en librairie et en ligne dès maintenant.



JOSELYN GUILLARMOU ET SANDRA LAROCHELLE

Appuyer sur l'accélérateur

Malgré les cris d'alarme qui fusent de toutes parts, l'intensité de la lutte contre les changements climatiques reste insuffisante pour nous donner une chance réelle de renverser la tendance. Qu'est-ce qui bloque ?

JEAN-FRANÇOIS VENNE
Collaboration spéciale

À

l'ouverture de la COP27, le 6 novembre dernier, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a lancé un avertissement très sévère aux quelque 100 chefs d'État et de gouvernement réunis en Égypte. « C'est soit un pacte de solidarité climatique, soit un pacte de suicide collectif », leur a-t-il lancé.

Selon le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) publié en février dernier, la température moyenne sur la planète s'est déjà réchauffée de 1,09 par rapport à l'ère préindustrielle. « L'objectif de garder le réchauffement climatique sous 1,5 semble difficilement accessible sans un coup de barre important », reconnaît Léa Ilardo, analyste de politiques climatiques à la Fondation David Suzuki.

Les États devront réduire de moitié leurs émissions de gaz à effet de

serre (GES) d'ici 2030 et devenir carboneutres d'ici 2050 — comme ils s'y sont engagés en 2015 à Paris — pour conserver une chance d'atteindre cette cible. Or, les émissions de GES dans le monde ne cessent d'augmenter. Les conséquences des changements climatiques décrites par le GIEC (multiplication des catastrophes naturelles, nouvelles maladies, pénuries d'eau, insécurité alimentaire, etc.) donnent froid dans le dos. Pourtant, progresser vers une diminution majeure des émissions de GES semble encore très ardu.

« Cette crise montre la grande puissance des lobbies de l'industrie pétrolière et gazière, qui ralentissent le virage vers les énergies renouvelables, estime Léa Ilardo. Nous affrontons aussi une certaine inertie institutionnelle. Les décisions politiques se prennent lentement et des reculs restent toujours possibles. » D'autant que les intérêts souvent très divergents des États compliquent l'avènement d'ententes internationales très ambitieuses.

Mettre fin à la tyrannie du PIB

La lutte contre les changements climatiques se heurterait aussi à une vision trop étroitement économique de l'état de santé d'un pays ou d'une population. En mars 2020, au début de la pandémie, des leaders économiques, syndicaux, sociaux et

environnementaux du Québec se sont associés au sein du collectif G15+ pour travailler à rendre notre économie et notre société plus solidaires, plus prospères et plus vertes.

« Cette crise montre la grande puissance des lobbies de l'industrie pétrolière et gazière, qui ralentissent le virage vers les énergies renouvelables. Nous affrontons aussi une certaine inertie institutionnelle. Les décisions politiques se prennent lentement et des reculs restent toujours possibles. »

Un de leurs projets phares consiste à déterminer des indicateurs économiques, sociaux et environnementaux qui offrent un portrait plus juste du degré de bien-être au Québec que le produit intérieur brut (PIB). « L'approche collective de cette démarche permet de trouver des indicateurs intéressants, mais surtout partagés par des spécialistes qui viennent de milieux très différents », explique Daniel Charron, vice-président, engagement sociétal et affaires publiques à Fondation.

VOIR PAGE F 4 : ACCÉLÉRER

Quand le climat doit entrer dans l'économie, et non l'inverse

Alors que le Québec est confronté à une situation économique, sociale et environnementale périlleuse, le luxe de l'inaction, de la transition douce ou des « petits pas » n'est plus envisageable. Dans cet extrait d'un texte publié dans *L'état du Québec 2023*, deux économistes dénoncent le manque de volonté des gouvernements de nos économies industrialisées et en appellent à une véritable « transformation ».

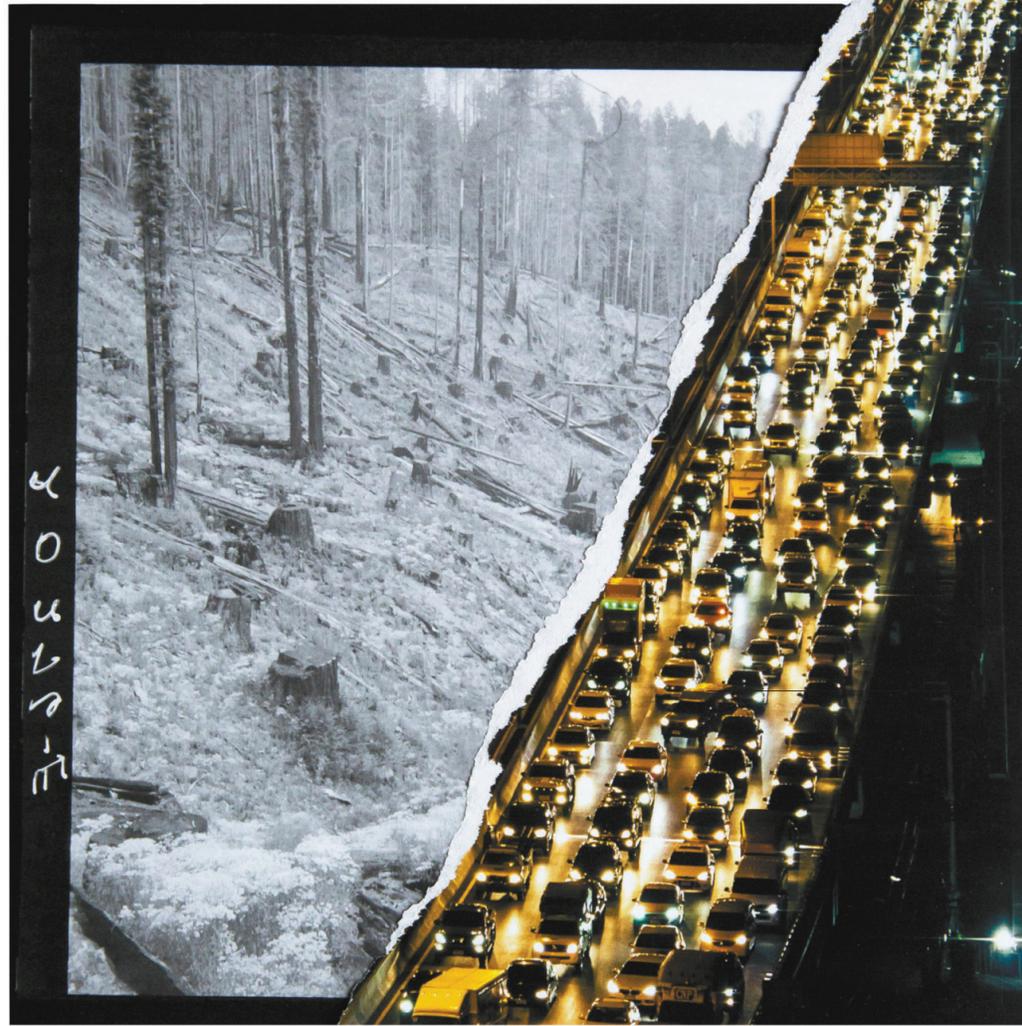
FRANÇOIS DELORME
ET CLARISSE THOMAS
Coauteurs de *L'état du Québec 2023*

Il est impératif de modifier la structure même de notre société et, pour cela, le rapport du GIEC de 2022 nous offre plusieurs pistes de solutions pour une feuille de route écologique responsable. Une première salve de recommandations porte sur l'utilisation et la gestion de l'énergie : remplacer les énergies fossiles par des énergies propres, limiter le dioxyde de carbone et les émissions de méthane.

Le GIEC recommande également des changements structurels plus poussés afin de limiter la consommation énergétique de l'ensemble de la population. De l'isolation des bâtiments aux transports durables, en passant par la modification des régimes alimentaires qui délaissent les produits carnés et favorisent le végétarisme, le groupe d'experts mise sur une stratégie de changement par la demande (soit les acteurs économiques), soutenue par des lignes directrices gouvernementales. Ces dernières devraient être implantées sans tarder, nous dit l'organisation onusienne, pour influencer et conditionner les décisions de toutes et tous.

Le gouvernement du Québec n'est pas en reste et dispose de tous les outils nécessaires pour intégrer ces politiques publiques de lutte contre le réchauffement climatique dans ses décisions économiques.

Les réponses gouvernementales traditionnelles à la problématique environnementale sont souvent des mesures économiques qui font appel à la sensibilisation, à la taxation et à la réglementation. Ces outils servent principalement à atténuer les im-



JOSELYN GUILLARMOU ET SANDRA LAROCHELLE

Pour pérenniser nos systèmes sociaux, il est impératif d'inclure les changements climatiques comme facteur de risque afin d'éviter une vraie fracture sociale au sein de la population

pacts environnementaux, et ce, en leur assignant une valeur monétaire dans les modèles économiques qui visent à promouvoir la croissance.

Cependant, une des lacunes majeures de ces mesures est qu'elles ne prennent pas en compte les inégalités économiques et sociales qu'elles engendrent. En effet, les changements climatiques ont des impacts inégaux sur la population. Ce sont majoritairement les ménages à faible revenu et les populations vulnérables qui subissent le plus les bouleversements climatiques et qui n'ont pas la capacité financière de s'adapter à ceux-ci. [...]

Pour pérenniser nos systèmes sociaux, il est impératif d'inclure

les changements climatiques comme facteur de risque afin d'éviter une vraie fracture sociale au sein de la population. Le paradigme de croissance doit donc non seulement tenir compte des inégalités engendrées par une répartition inégale de cette croissance, mais également prendre en compte les injustices environnementales.

On voit donc très bien la synergie qui s'établit entre économie, environnement et gestion des inégalités. On ne peut plus désormais faire fi, par exemple, du fait qu'une activité économique comme celle de la fonderie Horne, de la compagnie Glencore, à Rouyn-Noranda, stimule la croissance mais, par le fait même,

gène aussi des métaux toxiques (notamment de l'arsenic) qui sont libérés dans l'air que respire la population. Les ménages qui habitent à proximité de la fonderie vivent dans le quartier le plus défavorisé de la ville et n'ont donc pas les moyens de se relocaliser. Ils subissent des taux d'exposition d'arsenic 33 fois plus élevés que la norme gouvernementale. C'est sans compter sur le fait que hormis son impact sur la santé humaine, la fonderie Horne contamine aussi les lacs, les plantes et les animaux sur des dizaines de kilomètres, à tel point que des espèces ont disparu et que l'on décourage la population de consommer les produits de la chasse et de la pêche issus d'une zone située dans un rayon de 50 kilomètres autour de l'usine.

Transition douce ou véritable transformation ?

Face à la triple crise que traverse le Québec, il est primordial de considérer les interrelations entre les trois sphères qui créent des boucles de rétroaction et peuvent accentuer les conséquences sur les autres sphères en cas d'actions gouvernementales. L'enjeu est donc ici de trouver des solutions et de nouveaux concepts pour tenter de mieux concilier économie, gestion des inégalités et environnement. C'est ainsi que, depuis quelques années, on parle de « développement durable » ou de « transition verte ».

Ces concepts font appel à des outils de transition « douce », tel que l'écofiscalité par exemple, qui tentent de l'avant des investissements importants dans des technologies innovatrices et permettent de continuer de tirer des bénéfices économiques des ressources naturelles tout en tentant de minimiser les dommages à celles-ci. [...]

Cependant, à la lumière de la détérioration aiguë du climat, ce n'est pas d'une transition « douce » dont nous avons besoin, mais bien d'une véritable « transformation ». Toutes les initiatives équitables, écologiques et rentables doivent être mobilisées, mais, malheureusement, ces outils ne transforment pas la structure intrinsèque de notre économie basée sur la croissance à court terme. Avec l'exigence impérative du GIEC de plafonner les émissions de CO₂ en 2025, les solutions que nous devons envisager se doivent d'être plus incisives et plus concrètes.

À propos des auteurs :
François Delorme, enseignant au Département de sciences économiques de l'Université de Sherbrooke
Clarisse Thomas, économiste junior à François Delorme Consultation inc. et étudiante à la maîtrise en gestion de l'environnement à l'Université de Sherbrooke

DU PAIN, DES ROSES ET DES FORÊTS

Porter les grandes luttes féministes et écologistes d'une même voix

Vingt-sept années séparent la marche Du pain et des roses de 1995 de la marche Du pain et des forêts de 2022. Dans cet extrait d'un entretien réalisé par Josselyn Guillarmou et Sandra Larochelle pour *L'état du Québec 2023*, les organisatrices de ces deux manifestations abordent l'évolution des mouvements féministes et écologistes et le monde qu'elles souhaitent transmettre aux générations futures.

ANAÏS BARBEAU-LAVALLETTE,
FRANÇOISE DAVID, MYRIAM LAPOINTE-GAGNON ET LAURE WARIDEL
Coeatrices de *L'état du Québec 2023*

La journaliste Aurélie Lancôt a qualifié l'ambiance de la marche Du Pain et des forêts du 8 mai 2022 de « funeste et sereine », évoquant une forme d'ambivalence face à la situation actuelle. Partagez-vous ce constat concernant le contexte politique, social et environnemental actuel ?

Laure Waridel : C'est intéressant d'avoir retenu cette dualité entre l'élément funeste et serein. Le mouvement Mères au front est vraiment dans le yin et le yang. On est à la fois dans l'amour bienveillant et protecteur de nos enfants, mais aussi dans la colère face à des décisions dont les conséquences menacent l'avenir de nos enfants. Une image qui revient souvent des Mères au front, c'est celle de l'ours. La maman ours est super douce, elle prend soin

de son bébé, mais si quelqu'un menace sa progéniture, alors elle lève ses pattes, elle montre ses griffes. Elle est prête à mettre sa vie en danger s'il le faut. Je pense que beaucoup de mères en sont là. La situation est vraiment alarmante et demande une vision, de la volonté politique, de l'audace et, surtout, des actions concrètes ! Ce qu'on entend de tous les politiciens, c'est qu'ils ne peuvent pas aller plus vite que la société. Moi, j'ai l'impression que la population est prête et que les entreprises sont prêtes à aller beaucoup plus loin que nos élus en ce moment. [...]

Myriam Lapointe-Gagnon : J'ai trouvé que l'ambiance de la marche était très belle, mais elle était sobre. Il y avait quelque chose de très émotif, de très terre à terre. Ce qui m'a le plus marquée, c'est la présence des enfants, mais aussi celle de nombreux jeunes adultes. Ils ont eu pleinement leur place dans la marche Du pain et des forêts. Les nouvelles générations, je les trouve très lucides. Ils et elles veulent s'engager pour des causes,

mais il leur faut des lieux pour s'exprimer. Ce qu'on a voulu faire, c'est réveiller l'engagement citoyen. On se rend compte que cet éveil se fait souvent au moment de devenir mère ou de devenir père. Ça bouscule ta ligne de vie et les actions que tu souhaites mener. Ce genre de marche permet de nous reconnecter au contexte, de prendre notre place et d'agir concrètement, quitte à déranger.

Françoise David : Sur le contexte actuel, je dirais que l'on vit dans un règne de médiocrité absolue face aux questions climatiques. Le gouvernement du Québec n'est pas totalement aux abonnés absents. Mais, à côté de ce qui devrait être fait, de ce que les changements climatiques exigent comme mesures et comme leadership, c'est médiocre et inquiétant. Pour la marche Du pain et des forêts, je savais qu'on était là pour des raisons sérieuses et nous étions sobres, mais il y avait aussi tellement d'amour, de douceur et de beauté. Moi, je n'ai rien vécu de funeste. Je dirais plutôt que c'était magique. J'avais l'impression de retrouver l'at-

mosphère de 1995. On était des femmes, peut-être moins en colère que ce que vous exprimez aujourd'hui. On pensait que tout était possible. On n'avait pas non plus affronté la question du climat. On ressentait un véritable bonheur d'être ensemble. Et ça, je l'ai vécu le 8 mai dernier. Ce qui m'a frappée, en tant que « vieille féministe », c'est vraiment le fait que les enfants étaient au centre de la marche. [...] Comme grand-mère, j'adore ça. Ça donne un sens différent à la lutte et ça ne vous enlève rien en tant que féministes.

Anaïs Barbeau-Lavalette : Je pense que c'est un changement qui va dans le bon sens. On embarque nos enfants avec nous parce que la maternité devient le moteur d'une colère amoureuse. J'entends ce questionnement un peu partout : la révolte est-elle conciliable avec la maternité ? La question, c'est : puis-je allaiter mon enfant d'un bord et brandir mon poing ou mon finger de l'autre ? Et la réponse, c'est : oui ! Cette maternité-là donne de la puissance à la revendication. Je pense

qu'avec le mouvement Ma place au travail, c'est ça la revendication. Les filles font des études et ne peuvent pas travailler parce qu'elles doivent rester à la maison pour garder leurs enfants, alors qu'une place en garderie leur était promise. Avec Mères au front, c'est pareil. On nous renvoie à notre rôle de parents, mais c'est souvent les mères qui doivent en faire davantage. On est censées faire tous les fameux petits gestes qui sont censés sauver le monde et puis rassurer nos enfants. Mais on ne peut pas porter seules tous ces immenses défis sur nos épaules.

À propos des autrices :
Anaïs Barbeau-Lavalette, cinéaste, autrice et coinstigatrice de *Mères au front*
Françoise David, militante féministe
Myriam Lapointe-Gagnon, maman, docteurante en psychologie et fondatrice du mouvement *Ma place au travail*
Laure Waridel, écologiste Ph. D., autrice, chroniqueuse, cofondatrice d'*Équiterre* et coinstigatrice de *Mères au front*



JOSELYN GUILLARMOU
ET SANDRA LAROCHELLE

JOSSELYN GUILLARMOU
ET SANDRA
LAROCHELLEL'AUTODÉTERMINATION
ET LES SAVOIRS AUTOCHTONES

Des clés pour l'adaptation aux changements climatiques

Les systèmes de savoirs autochtones, longtemps dévalorisés et marginalisés par les régimes coloniaux à travers le monde, sont aujourd'hui considérés comme essentiels pour un développement résilient face aux changements climatiques et en faveur de la protection et de la restauration de la biodiversité. Dans cet extrait d'un texte publié dans *L'état du Québec 2023*, les autrices défendent l'autodétermination autochtone comme la condition préalable à une transition climatique juste et équitable.

IOANA RADU ET SUZY BASILE
Cocautrices de *L'état du Québec 2023*

Les savoirs autochtones peuvent influencer la manière dont les risques liés aux changements climatiques sont compris et vécus, ils permettent d'élaborer des solutions fondées sur des expériences locales et ils favorisent le développement de systèmes de gouvernance qui répondent aux attentes et aux priorités de leurs communautés. D'ailleurs, le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) de l'Organisation des Nations unies souligne le potentiel des savoirs autochtones pour transformer le processus d'évaluation des preuves scientifiques, techniques et socio-économiques, ainsi que pour révéler de « nouvelles découvertes qui peuvent être encore inconnues du monde scientifique, mais qui sont connues des communautés depuis des millénaires ». À cet effet, plusieurs organisations autochtones à travers le monde doivent régulièrement faire des mises en garde contre l'usurpation des savoirs autochtones par la science occidentale au détriment de l'autodétermination des peuples autochtones en matière de changement climatique. Un contexte dans lequel la concrétisation des efforts de réconciliation avec ces derniers s'avère difficile, voire impossible.

Bien que les peuples autochtones aient assumé le rôle de gardiens depuis des millénaires, comme en témoigne le fait que 80 % de la biodiversité mondiale se trouve en territoires traditionnels autochtones, ils sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques. Or, les dynamiques inégales de pouvoir, qui sont inhérentes au colonialisme et au néo-extractivisme, ont longtemps dévalué les systèmes de savoirs et de pratiques autochtones. Elles ont écarté la participation autochtone de la prise de décisions les concernant (celle des femmes, notamment, par l'imposition de politiques les excluant, par exemple au Canada) et ont criminalisé les mouvements de lutte pour l'autodétermination. À cet effet, des militantes et militants autochtones et des groupes de défense des droits autochtones et environnementaux ont été mis sous étroite surveillance et ont vu leurs manifestations classifiées comme des menaces et des « troubles civils » par le gouvernement canadien de Stephen Harper, au nom de la sécurité nationale.

Les initiatives de justice climatique abordent explicitement ces questions de distribution multidimensionnelle dans le cadre de l'adaptation aux changements climatiques. Cependant, les stratégies d'adaptation peuvent aggraver les inégalités sociales, notamment entre les sexes, à moins que des efforts explicites ne soient déployés pour modifier ces dynamiques de pouvoir inégales, notamment en créant des espaces pour favoriser une prise de décision inclusive. Le recours aux savoirs autochtones peut contribuer à surmonter les défis combinés des changements climatiques et de la conservation de la biodiversité et peut contribuer à défendre le droit des individus de vivre une vie épanouie. Qui plus est, l'apport des peuples autochtones aux réflexions et aux solutions relatives à la crise socio-climatique est fondamental. La pétition auprès de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) pour demander la réparation des violations des droits humains résultant des impacts des changements climatiques, déposée par Sheila Watt-Cloutier en 2005, a établi le lien critique entre les changements climatiques, les droits humains et le bien-être. En 2010, la Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre-Mère soulignait la nécessité de respecter la souveraineté autochtone et leur droit au libre consentement, préalable au droit d'être informé, comme éléments centraux de la lutte contre l'urgence climatique. Né en novembre 2012 sous le leadership de trois femmes autochtones et d'une femme allochtone, le mouvement Idle No More conteste la loi omnibus C-45 du gouvernement canadien qui porterait atteinte aux droits à la consultation, affaiblirait la protection des rivières et aurait érodé le processus d'évaluation environnementale auquel le gouvernement doit normalement se soumettre pour le développement du territoire. Le mouvement, qui résonne jusqu'à l'international, a contribué à galvaniser la communauté autochtone autour des réflexions sur la stabilité écologique comme condition de la stabilité sociale et sur le rôle des peuples autochtones dans la conception, la gestion et la surveillance des initiatives relatives à la conservation et à la transition climatique.

À propos des autrices :
Ioana Radu et Suzy Basile, professeures à l'École d'études autochtones de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

La menace sanitaire des changements climatiques

Les changements climatiques représentent la menace sanitaire la plus importante des prochaines décennies, comme l'a souligné l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Dans cet extrait d'un entretien réalisé par Sandra Larochelle et Josselyn Guillarmou pour *L'état du Québec 2023*, une directrice et deux directeurs régionaux de santé publique nous parlent des inégalités sociales de santé entre des communautés qui vivent dans des environnements très différents à Montréal, dans la Capitale-Nationale, en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine.

MYLÈNE DROUIN, YV BONNIER VIGER,
ANDRÉ DONTIGNY
Cocauteurs de *L'état du Québec 2023*

Les citoyennes et les citoyens ne sont pas tous égaux face à la santé, et cela est d'autant plus vrai face aux changements climatiques. Comment ces inégalités se manifestent-elles concrètement pour vous ?

Yv Bonnier Viger : Les impacts des changements climatiques vont se faire ressentir différemment selon les populations, mais aussi selon les régions. On sait que le réchauffement est beaucoup plus intense au nord, donc dans des régions comme le Nunavik. Au-delà de la fonte des glaciers et de la libération d'espaces autrement pris dans les glaces, on constate actuellement la fonte du pergélisol sur lequel les maisons sur pilotis sont bâties. La fonte des glaciers entraîne aussi une augmentation du niveau de la mer et un réchauffement de l'eau. Cela va avoir un effet sur l'ensemble des territoires qui sont proches de la mer. Je pense évidemment à la Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine en particulier, mais cela touchera toutes les côtes maritimes. On assiste déjà à des phénomènes d'érosion côtière importante. Dans la forêt boréale, les feux sont de plus en plus intenses et fréquents. Ça menace évidemment les communautés autochtones, comme les Cris ou les Inus qui vivent dans ces régions. Voilà autant d'éléments que l'on doit prendre en compte en tant que directions régionales de santé publique pour nous préparer, repenser nos infrastructures et nous adapter.

André Dontigny : Il est vrai qu'à travers notre mission, nous nous intéressons particulièrement aux personnes qui sont plus vulnérables face aux changements climatiques. Spécifiquement, cela concerne les personnes vieillissantes, mais aussi les personnes qui se retrouvent dans des situations socio-économiques difficiles. C'est le

cas, par exemple, lorsqu'il y a des épisodes de chaleurs extrêmes, car les îlots de chaleur se retrouvent dans les quartiers les plus défavorisés. Et puis, il y a de plus en plus de phénomènes climatiques extrêmes qui ont et auront des conséquences aiguës sur la santé et d'autres enjeux, comme l'accès à l'alimentation, en raison des perturbations annoncées sur le plan agricole. Le phénomène ne touche évidemment pas que le Québec, mais cela ne veut pas dire que nous ne devons pas faire des efforts pour mieux nous adapter aux situations d'urgence et aux différentes menaces et réduire les risques sanitaires [...].

Mylène Drouin : À Montréal, ma perspective d'intervention est urbaine et, dans ce contexte, l'exemple de la chaleur extrême est instructif. Comme le mentionne André, il y a des populations plus vulnérables qui, de par leur milieu de vie, leur logement, le type de travail qu'elles exercent, sont davantage exposées à cette chaleur. On le voit dans certains quartiers minéralisés, dans certains appartements mal construits et mal isolés. Cela est également vrai quand on pense à la capacité d'adaptation des populations à faibles revenus. Leur accès à des parcs, à des logements plus grands et climatisés est souvent limité. On doit également s'interroger sur les mesures d'adaptation mises en place pour ne pas accroître davantage les inégalités existantes. Par exemple, le verdissement des villes est primordial, mais il faut s'assurer que la création de quartiers verts ou de parcs ne conduise pas à gentrifier les quartiers et à déplacer les populations vulnérables vers des zones excentrées et mal desservies par les services.

À propos des auteurs :
Mylène Drouin, directrice régionale de santé publique de Montréal
Yv Bonnier Viger, directeur régional de santé publique de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
André Dontigny, directeur régional de santé publique de la Capitale-Nationale

Ce cahier spécial a été produit par l'équipe des publications spéciales du *Devoir*, relevant du marketing. La rédaction du *Devoir* n'y a pas pris part.

Le recours aux savoirs autochtones peut contribuer à surmonter les défis combinés des changements climatiques et de la conservation de la biodiversité



Le balado de l'INM

Des entretiens avec des spécialistes sur les enjeux de fond qui animent nos débats de société.



JOSELYN
GUILLARMOU
ET SANDRA
LAROCHELLE



Une lenteur inquiétante

ACCÉLÉRER

SUITE DE LA PAGE F 1

Le collectif a pour l'instant réuni une cinquantaine d'indicateurs sociétaux, environnementaux et économiques pour le Québec, l'Ontario et le Canada. On y retrouve des données sur les revenus, l'endettement, la productivité, l'emploi, l'éducation, le logement, la sécurité alimentaire, l'environnement, la santé, etc.

« L'exercice a fait surgir des angles morts, indique François Delorme, un économiste de l'Université de Sherbrooke qui a copiloté le projet des Indicateurs. En effet, 18 indicateurs restent non documentés actuellement, c'est-à-dire que nous ne disposons pas pour eux de données assez robustes ou que ces données n'existent pas. »

C'est le cas par exemple des indicateurs sur l'itinérance, l'économie sociale, la santé environnementale et la mobilité durable. C'est aussi un problème avec plusieurs indicateurs liés aux changements climatiques, comme le total des catastrophes naturelles, la capacité de séquestration du carbone et les mesures d'adaptation.

À ce titre, l'exercice des indicateurs ressemble à celui qui a lieu du côté de la finance durable, où la volonté d'intégrer des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance

(ESG) dans les décisions d'investissement se heurte souvent au manque de données fiables ou comparables.

« Il y a un effort dans le monde de la finance pour établir des cadres de référence harmonisés qui permettent de mieux tenir compte de l'impact des critères ESG des entreprises et des produits financiers dans les décisions d'investissement, souligne Daniel Charron. Les indicateurs proposés par le G15+ partagent un objectif semblable, soit de s'assurer que les décisions de politiques publiques ne reposent pas seulement sur des critères économiques, comme le PIB ou la création d'emplois. »

Augmenter la cadence

En 2021, le Canada a émis 563 538 tonnes métriques de CO₂, soit 1,5 % des émissions mondiales, selon une étude récente de la Commission européenne. Il s'agit d'une augmentation de 27 % par rapport à 1990, et d'une légère baisse de 2,5 % depuis 2005. Nous restons dans les 15 pires pays en ce qui concerne les émissions par personne.

Le plan canadien vise d'ici 2030 une réduction de 40 % des émissions par rapport au niveau de 2005 et la carboneutralité d'ici 2050. « Le gouvernement fédéral émet toutefois des messages contradictoires, déplore François Delorme. On rehausse les cibles de réduction des émissions, mais on achète un oléoduc et on donne le feu vert au projet pétrolier de Bay du Nord. »

Au Québec, le gouvernement souhaite diminuer ses émissions de 37,5 % par rapport à 1990 d'ici 2030 et la carboneutralité d'ici 2050. « Le plus récent plan pour une économie verte ne nous permettra d'atteindre que la moitié de cette cible, rappelle Léa Ilardo. Le gouvernement doit rapidement accélérer la cadence. »

Parmi les points positifs, elle souligne l'adoption d'une loi en 2021 qui met fin à la recherche et à la production d'hydrocarbures au Québec. Cela n'a toutefois pas empêché le projet d'usine de liquéfaction de gaz naturel de GNL Québec de refaire surface pendant la campagne électorale.

De son côté, François Delorme affiche un optimisme prudent envers la création du Comité sur l'économie et la transition énergétique, présidé par le premier ministre, sur lequel on retrouve quatre ministres et la p.-d.g. d'Hydro-Québec. « Le gouvernement québécois donne quelques signes qu'il prendra les changements climatiques plus au sérieux dans son second mandat, mais on devra juger l'arbre à ses fruits », avance-t-il.

Il s'inquiète toutefois de la lenteur du virage effectué par la plupart des gouvernements. « On ne peut pas procrastiner avec la crise des changements climatiques ; la stratégie des petits pas ne suffira pas, affirme-t-il. Les gouvernements, qui sont responsables du bien commun, doivent le comprendre et agir en conséquence. »

À lire dans *L'état du Québec 2023*

L'état du Québec 2023 réunit une cinquantaine d'autrices et d'auteurs aux savoirs, aux expertises et aux racines diversifiées qui prennent la plume à travers une vingtaine de textes. En plus des extraits publiés dans ce cahier, voici un aperçu de ce que vous y trouverez.

Sondage

Les Québécoises et Québécois face à l'urgence climatique
— Alain Giguère

Politique municipale

La nouvelle vague des municipalités en transition
— Bruno Marchand, Catherine Fournier, Évelyne Beaudin et Stéphane Boyer

Actualité

Le Québec n'est pas prêt à affronter les impacts de la crise climatique
— Alexandre Shields

Participation citoyenne

Le mouvement environnemental entre leçons du passé et souhaits pour l'avenir
— Hugo Séguin et Léa Ilardo
Agir pour la qualité de l'air. Capacités citoyennes de production de savoirs
— Isabelle Arseneau et Chantal Pouliot

Transition énergétique

Atteinte de cibles climatiques. Les ajustements à la marge ne suffisent pas
— Normand Mousseau

Agriculture

Nourrir le monde à l'heure des déséquilibres agricoles
— Ulysse Bergeron

Savoirs autochtones

L'autodétermination et les savoirs autochtones. Des clés pour l'adaptation aux changements climatiques
— Ioana Radu et Suzy Basile

Féminisme

Du pain, des roses et des forêts. Porter les grandes luttes féministes et écologistes d'une même voix
— Anaïs Barbeau-Lavalette, Françoise David, Myriam Lapointe-Gagnon et Laure Waridel

International

Passer à l'action grâce au GIEC
— Alexis Riopel

Économie

Quand le climat doit entrer dans l'économie, et non l'inverse
— François Delorme et Clarisse Thomas
Les promesses de l'économie écologique et circulaire
— Louise Poissant et Jérôme Dupras

Faire tourner l'économie circulaire pour lutter contre les changements climatiques
— Claude Maheux-Picard et Jennifer Pinna

Santé publique et services sociaux

La menace sanitaire des changements climatiques
— Mylène Drouin, Yv Bernier Viger et André Dontigny

Innovation

La science quantique au service des changements climatiques
— Karl Thibault

Société

Mesurer le bien-être du Québec au-delà de la production de richesse
— Collectif G15+, leaders économiques, sociaux et environnementaux du Québec

Logement

Climat et équité. L'urgence d'assainir le débat sur la densification
— Catherine Boisclair et Adam Mongrain

Transports

Pour une mobilité sobre, juste, empathique et raisonnée
— Catherine Morency

Biodiversité

Perte de biodiversité. Quelles conséquences pour les pays ?
— Elizabeth Maruma Mrema et Karel Mayrand

Médias

Le climat fait-il vibrer les médias québécois ?
— Amélie Daoust-Boisvert

Culture

Agir ou ne pas agir ?
— Annabel Soutar

Conclusion : portraits d'avenir

Tu peux riposter. Portrait de Jacqueline Lee-Tam
— Laura Doyle Péan
Lutter pour la dignité des sans-papiers en temps de crise climatique. Portrait d'Aboubacar
— Albert Lalonde
Du Printemps érable à l'engagement jeunesse. Portrait de Meliza Alili
— Oswaldo Andrés Paz Flores Aianishkat. Portrait de Jimmy-Angel Bossum
— Marie Talaïa-Coutandin

INM INSTITUT DU NOUVEAU MONDE



L'état du Québec 2023

Urgence climatique : agir sur tous les fronts

L'état du Québec 2023 présente plus de 20 textes de 60 spécialistes sur l'urgence climatique et ses répercussions dans toutes les sphères de la société.

EN LIBRAIRIE ET EN LIGNE DÈS MAINTENANT!

letatduquebec.com

